

Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr.: Limitée
5 juillet 2004

Français
Original: Anglais

Première session
Vienne, 28 juin-9 juillet 2004

Projet de rapport

Rapporteur par intérim: Alojz Nemethy (Slovaquie)

Additif

Projet de questionnaire sur l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant

<p>Votre pays a-t-il besoin d'une assistance pour fournir les informations demandées dans ce questionnaire?</p>
--

I. Prescriptions dans la Convention relatives à l'incrimination

A. Incrimination de la participation à un groupe criminel organisé (article 5)

1. La participation à un groupe criminel organisé a-t-elle le caractère d'infraction pénale dans votre législation interne?
2. Si la réponse à la question 1 est "oui", la participation à un groupe criminel organisé consiste-t-elle à:
 - a) S'entendre avec une ou plusieurs personnes en vue de commettre une infraction grave pour obtenir un avantage financier ou autre avantage matériel (art. 5-1 a) i) de la Convention)? et/ou
 - b) Participer activement aux activités criminelles du groupe criminel organisé en ayant connaissance soit du but et de l'activité criminelle générale de ce groupe, soit de son intention de commettre les infractions en question, ainsi que participer activement à d'autres activités du groupe



criminel organisé en sachant que cette participation contribuera à la réalisation du but criminel de ce groupe (art. 5-1 a) ii) de la Convention)?

- c) Si votre législation interne inclut la condition énoncée au point a) ci-dessus, exige-t-elle en outre qu'un acte ait été commis par un des participants en vertu de l'entente ou l'implication d'un groupe criminel organisé?
- 3. La législation de votre pays confère-t-elle le caractère d'infraction pénale au fait d'organiser, de diriger, de faciliter, d'encourager ou de favoriser au moyen d'une aide ou de conseils la commission d'une infraction grave impliquant un groupe criminel organisé (art. 5-1 b) de la Convention)?

Veuillez fournir une copie de la législation pertinente de votre pays.

B. Incrimination du blanchiment du produit du crime (article 6)

- 4. Le blanchiment du produit du crime est-il incriminé dans votre droit interne conformément à l'article 6-1 a) de la Convention?
- 5. Si la réponse à la question 4 est "oui", toutes les infractions visées par la Convention (et les Protocoles) sont-elles des infractions principales en vertu de votre législation interne par rapport à l'infraction de blanchiment d'argent (art. 2 h) et art. 6-2 a) et b) de la Convention)?
- 6. Votre législation interne exige-t-elle que les infractions principales soient commises à l'intérieur de votre pays ou inclut-elle également les infractions commises à l'extérieur de votre pays?
- 7. Si les infractions commises à l'extérieur de votre pays sont incluses, dans quelles conditions spécifiques (art. 6-2 c) de la Convention)?
- 8. L'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens, dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime, sont-elles incriminées dans votre législation interne (art. 6-1 b) i) de la Convention)?
- 9. La participation à une infraction de blanchiment d'argent, toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de la commission ont-elles le caractère d'infraction pénale dans votre législation interne (art. 6-1 b) ii) de la Convention)?
- 10. La législation de votre pays permet-elle de poursuivre et de sanctionner l'auteur d'une infraction à la fois pour l'infraction principale et le blanchiment du produit de cette infraction (art. 6-2 e) de la Convention)?
- 11. Si la réponse à la question 10 est "non", votre pays refuse-t-il l'extradition, l'entraide judiciaire ou la coopération aux fins de confiscation au seul motif que la demande correspondante était basée sur une infraction de blanchiment d'argent, dont l'infraction principale a été commise par la même personne?

Veuillez fournir une copie de la législation pertinente de votre pays.

C. Incrimination de la corruption d'agents publics (article 8)

12. La corruption active d'un agent public a-t-elle le caractère d'infraction pénale dans votre législation interne (art. 8-1 a) de la Convention)?
13. La corruption passive d'un agent public a-t-elle le caractère d'infraction pénale dans votre législation interne (art. 8-1 b) de la Convention)?
14. Le fait de se rendre complice d'infractions de corruption a-t-il le caractère d'infraction pénale dans votre législation interne (art. 8-3 de la Convention)?

Veuillez fournir une copie de la législation pertinente de votre pays.

D. Incrimination de l'entrave au bon fonctionnement de la justice (article 23)

15. L'entrave au bon fonctionnement de la justice a-t-elle le caractère d'infraction pénale dans votre législation interne conformément à l'article 23 de la Convention?

Veuillez fournir une copie de la législation pertinente de votre pays.

E. Compétence (article 15)

16. Votre pays a-t-il compétence pour poursuivre les auteurs des infractions visées par la Convention (et les Protocoles) lorsque ces infractions sont commises à bord d'un navire qui bat son pavillon ou à bord d'un aéronef immatriculé conformément à son droit interne (art. 15-1 b) de la Convention)?
17. L'établissement de la compétence extraterritoriale à l'égard des infractions visées par la Convention (et les Protocoles) est-il permis dans votre pays?
18. Si la réponse à la question 17 est "oui", votre pays a-t-il compétence pour poursuivre les auteurs des infractions visées par la Convention (et les Protocoles) lorsque l'infraction est commise hors de son territoire:
 - a) Par un de ses ressortissants (ou par une personne apatride résidant habituellement sur son territoire) (art. 15-2 b) de la Convention)?
 - b) À l'encontre d'un de ses ressortissants (art. 15-2 a) de la Convention)?
19. Si la réponse à la question 17 est "oui", votre pays a-t-il compétence pour poursuivre l'auteur d'une infraction de participation à un groupe criminel organisé commise hors de son territoire en vue de la commission d'une infraction grave (art. 15-2 b) de la Convention) sur son territoire (art. 15-2 c) i) de la Convention)?
20. Si la réponse à la question 17 est "oui", votre pays a-t-il compétence pour poursuivre les auteurs d'infractions accessoires liées aux infractions de blanchiment d'argent (voir la question 9 ci-dessus) commises hors de son territoire en vue de la commission de l'infraction de blanchiment du produit du crime sur son territoire (art. 15-2 c) ii) de la Convention)?

21. Si votre pays n'extrade pas ses ressortissants, est-il en mesure d'établir sa compétence à l'égard des infractions visées par la Convention (et les Protocoles) lorsqu'elles sont commises par eux hors de son territoire (*aut dedere aut judicare*) (art. 15-3 et 16-10 de la Convention)?
22. Si votre pays n'extrade pas l'auteur présumé pour quelque autre motif, est-il en mesure d'établir sa compétence à l'égard des infractions visées par la Convention (et les Protocoles) lorsque ces infractions sont commises par cette personne hors de son territoire (art. 15-4 de la Convention)?

Veillez fournir une copie de la législation pertinente de votre pays.

F. Responsabilité des personnes morales (article 10)

23. Votre législation interne établit-elle la responsabilité des personnes morales conformément à l'article 10 de la Convention?
24. Si la réponse est "oui", cette responsabilité est-elle:
 - a) Pénale?
 - b) Civile? ou
 - c) Administrative?
25. Quel type de sanctions (pénales, non pénales ou pécuniaires) prévoit la législation de votre pays?

Veillez fournir une copie de la législation pertinente de votre pays.

G. Confiscation et saisie (article 12)

26. Votre législation interne permet-elle la confiscation:
 - a) Du produit du crime provenant d'infractions visées par la Convention (et les Protocoles) (art. 12-1 a) de la Convention)?
 - b) Des biens, des matériels et autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les infractions visées par la Convention (et les Protocoles) (art. 12-1 b) de la Convention)?
 - c) Du produit du crime transformé ou converti en d'autres biens (art. 12-3 de la Convention)?
 - d) Du produit du crime mêlé à des biens acquis légitimement (art. 12-4 de la Convention)?
 - e) Des revenus ou autres avantages tirés d'éléments décrits aux points a), c) et d) ci-dessus (art. 12-5 de la Convention)?
27. Votre législation interne permet-elle l'identification, la localisation, le gel ou la saisie d'éléments décrits à la question 26, aux fins de confiscation éventuelle?

28. Votre législation interne permet-elle de transférer la charge de la preuve au défendeur, en exigeant que ce dernier montre que le produit présumé du crime provient de sources légitimes (art. 12-7 de la Convention)?
29. Votre législation interne permet-elle à vos autorités compétentes d'avoir accès à des documents bancaires, financiers ou commerciaux pour:
 - a) Procéder aux enquêtes ou aux poursuites concernant des infractions visées par la Convention (et les Protocoles) dans votre pays?
 - b) Assurer la confiscation dans votre pays (art. 12-6 de la Convention)?

II. Prescriptions de la Convention relatives à la coopération internationale

A. Extradition (article 16)

30. Dans votre pays, l'extradition est-elle accordée:
 - a) Conformément à une loi?
 - b) Conformément à un traité ou à un autre accord ou arrangement (multilatéral ou bilatéral)?
 - c) Par réciprocité ou courtoisie internationale?
31. Si votre pays subordonne l'extradition à l'existence d'un traité, considère-t-il la Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'extradition avec d'autres États parties à la Convention (art. 16-5 a) de la Convention)?
32. Si, dans votre pays, l'extradition est subordonnée à l'existence d'un traité, les infractions visées par la Convention (et les Protocoles) sont-elles incluses en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé dans les traités d'extradition (bilatéraux ou multilatéraux) en vigueur (art. 16-3 de la Convention)?
33. Si, dans votre pays, l'extradition est accordée conformément à une loi, cette loi comprend-elle toutes les infractions visées par la Convention (et les Protocoles) en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé (art. 16-6 de la Convention)?
34. Votre législation interne exige-t-elle la double incrimination pour qu'une demande d'extradition soit acceptée?
35. Votre législation interne prévoit-elle des exigences particulières en matière de preuve pour qu'une demande d'extradition soit acceptée (art. 16-8 de la Convention)?
36. Si la réponse à la question 35 est "oui", veuillez préciser lesquelles.
37. Existe-t-il dans votre pays des procédures d'extradition simplifiées pour faciliter l'exécution rapide de la demande d'extradition lorsque l'État requis et/ou le fugitif ont consenti à cette remise (art. 16-8 de la Convention)?
38. Votre législation interne permet-elle l'extradition pour des infractions touchant à des questions fiscales (art. 16-15 de la Convention)?

39. Votre législation interne permet-elle l'extradition de vos ressortissants vers un autre pays?
40. Si votre pays n'extrade pas ses ressortissants, est-il en mesure d'établir sa compétence à l'égard d'infractions visées par la Convention (et les Protocoles) lorsque ces infractions sont commises par eux en dehors de son territoire (*aut dedere aut judicare*) (art. 15-3 et art.16-10 de la Convention)? (voir aussi la question 21.)
41. La remise conditionnelle, conformément à l'article 16-11 de la Convention, est-elle prévue dans votre pays?
42. Si votre pays n'extrade pas ses ressortissants, peut-il faire exécuter lui-même la peine qui a été imposée conformément au droit interne de l'État requérant à la personne dont l'extradition est demandée (art. 16-12 de la Convention)?

B. Entraide judiciaire (article 18)

43. Dans votre pays, l'entraide judiciaire est-elle accordée:
 - a) Conformément à une loi?
 - b) Conformément à un traité ou à un autre accord ou arrangement (multilatéral ou bilatéral)?
 - c) Par réciprocité ou courtoisie internationale?
44. Si votre pays subordonne l'entraide judiciaire à l'existence d'un traité, considère-t-il la Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'entraide judiciaire avec d'autres États parties à la Convention?
45. À quelles fins, parmi celles énumérées ci-après, votre pays accorde-t-il une entraide judiciaire (art. 18-3 de la Convention):
 - a) Recueillir des témoignages ou des dépositions?
 - b) Signifier des actes judiciaires?
 - c) Effectuer des perquisitions et des saisies, ainsi que des gels?
 - d) Examiner des objets et visiter des lieux?
 - e) Fournir des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts?
 - f) Fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des documents administratifs, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de sociétés?
 - g) Identifier ou localiser des produits du crime, des biens, des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve?
 - h) Faciliter la comparution volontaire de personnes dans l'État partie requérant?
46. Le secret bancaire est-il un motif pour rejeter une demande d'entraide judiciaire dans votre législation interne (art. 18-8 de la Convention)?

47. L'octroi d'une entraide judiciaire est-il subordonné à l'exigence de double incrimination dans votre législation interne (art. 18-9 de la Convention)?
48. Si votre législation interne prévoit d'autres motifs de rejet d'une demande d'entraide judiciaire, veuillez les indiquer (art. 18-21 de la Convention).
49. Quel type de renseignements votre législation interne exige-t-elle de voir figurer dans une demande d'entraide judiciaire (art. 18-15 de la Convention)?

C. Coopération internationale aux fins de confiscation (article 13) et disposition du produit du crime ou des biens confisqués (article 14)

50. Votre pays peut-il confisquer le produit du crime, tel que décrit à la question 26, à la demande d'un autre État partie?
51. Si la réponse à la question 50 est "oui":
 - a) La demande est-elle transmise aux autorités compétentes de votre pays afin que soit prononcée une décision interne de confiscation (art. 13-1 a) de la Convention)?
 - b) La demande est-elle transmise aux autorités compétentes de votre pays afin d'être directement exécutée (art. 13-1 b) de la Convention)?
52. Votre législation interne permet-elle aux autorités compétentes d'identifier, de localiser, de geler et de saisir le produit du crime, tel que décrit à la question 26, en vue d'une éventuelle confiscation, à la demande d'un autre État partie?
53. Si la réponse à la question 52 est "oui":
 - a) La demande est-elle transmise aux autorités compétentes de votre pays afin que soit prononcée une décision interne ordonnant l'identification, la localisation, le gel et la saisie du produit du crime en vue d'une éventuelle confiscation (art. 13-2 de la Convention)?
 - b) La demande est-elle transmise aux autorités compétentes de votre pays afin d'être directement exécutée (art. 13-2 de la Convention)?
54. Votre législation interne permet-elle la restitution du produit du crime et des biens confisqués conformément à l'article 14 de la Convention?
55. Existe-t-il des accords ou arrangements permettant le partage du produit du crime avec d'autres États parties?

III. Difficultés rencontrées et assistance nécessaire

A. Difficultés rencontrées

56. Si la législation interne n'a pas été adaptée aux prescriptions de la Convention concernant les questions ci-dessus, quelles mesures restent à prendre? (par exemple, une législation est-elle actuellement élaborée? Une législation a-t-elle été soumise pour approbation?)

57. Des difficultés empêchent-elles l'adoption d'une législation nationale adéquate? Veuillez préciser lesquelles.

B. Besoin d'une assistance technique

58. Votre pays a-t-il besoin d'une assistance technique pour surmonter ces difficultés?
59. Si la réponse à la question 58 est "oui", veuillez préciser.

C. Assistance technique fournie

60. Votre pays fournit-il une assistance technique à d'autres pays dans les domaines visés par le présent questionnaire:
- a) Dans un cadre bilatéral?
 - b) Par l'intermédiaire d'organisations internationales? Veuillez préciser lesquelles.
61. Si la réponse à la question 60 est "oui", veuillez préciser les types d'assistance technique fournie.
- _____